

THEMA

CRISE DE LA NATION

Modèle menacé, avenir incertain

Raymond Klein

Le premier ministre dresse un tableau sombre de la situation et plaide pour une transition socialement amortie. La confrontation entre le DP et les autres partis met en évidence les contradictions de cette approche.

« Le radicalisme de marché a fait naufrage et doit passer à la trappe. » Quand Jean-Claude Juncker dénonce la dérive libérale, comme lors du discours sur l'état de la nation mardi dernier, cela correspond à un positionnement qui a été le sien longtemps avant la crise. Tout comme il peut affirmer que le Luxembourg, depuis des années, ne se serait plus opposé à l'abandon du secret bancaire, à condition toutefois que ses concurrents internationaux en fassent de même. Ceci étant désormais le cas, le premier ministre a présenté les concessions que notre pays a dû faire comme quelque chose de positif. Quelles qu'aient été ses manœuvres dans les coulisses, quel que soit le fond de sa pensée, il a toujours affiché une attitude critique envers les zones grises de la place financière luxembourgeoise - ce qui le distingue de la plupart de ses collègues politiques.

Cependant, son discours n'a jamais été exempt d'ambiguïtés. Ainsi, il affirme une fois de plus que « le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal ». Reportons nous à la définition de bon sens qu'en donne le magazine « Alternatives économiques » : « Comme leur nom l'indique, les paradis fiscaux sont des lieux qui permettent d'éviter de payer des impôts. » Cela s'applique de toute évidence au Luxembourg. Ce n'est pas une raison pour envoyer la cavalerie - Juncker

le dénonce à juste titre. Mais ce n'est pas une raison non plus de se poser en victime.

L'ambiguïté de Juncker

« Nous ne sommes pas responsables de la crise, mais nous en souffrons », affirme le premier ministre. Ce n'est pas si évident. Les paradis fiscaux, explique Alternatives économiques, fonctionnent surtout « au profit des personnes les plus riches et des multinationales, aux revenus les plus mobiles. » Ils constituent donc « l'un des instruments par lesquels les gains de la mondialisation sont inégalement répartis au bénéfice des plus favorisés », ce qui a contribué à la crise actuelle.

Si Juncker, comme ses pairs, avait cru jusqu'en octobre 2008 qu'il convenait de tenir un discours optimiste, il vient de retrouver son rôle de Cassandre. Après les scénarios des 700.000 habitants, puis du mur des pensions, voici celui d'une marge de manœuvre budgétaire évanescence. Sur ce point, le premier ministre fait preuve de plus de courage et de lucidité que la plupart des politiciens des trois partis traditionnels.

En ce qui concerne les réponses à apporter, il arrive habilement à occuper une large partie du terrain politique. Un « green new deal », comme le réclament les Verts et Greenpeace ? L'action spectaculaire de cette dernière organisation, destinée à rappeler l'importance de l'enjeu climatique en ces temps de crise, était peine perdue. En effet, Juncker avait de toute façon prévu d'en parler : « J'estime que la crise économique constitue une chance pour l'environnement et la protec-

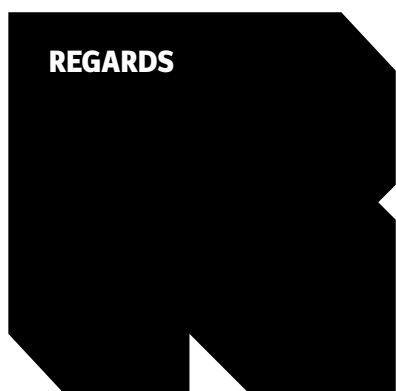


PHOTO: WOXX



tion du climat. (...) C'est l'heure de l'utilité économique et sociale des écotechnologies. » Peine perdue aussi parce que l'importance que le premier ministre accorde à cet aspect est toute relative, comme le révèle son bilan des gaz à effet de serre : « Les émissions de CO₂ ont baissé de 5,2 pour cent par rapport à 1990. » Or, il n'y a aucune gloire à en tirer : cela est principalement dû - et un fils de sidérurgiste ne peut l'ignorer - au remplacement des hauts-fourneaux par des aciéries électriques.

Les épaules et les jambes

Mais c'est surtout sur le terrain du social que Juncker, comme son parti, se positionne. Dans le contexte de la sortie de crise et des difficultés des finances publiques, il annonce que les gens économiquement faibles ne devaient pas être les victimes de la crise : « Le premier devoir de solidarité est envers eux. Les gens aux épaules larges peuvent porter plus. (...) Ceux qui ont les épaules frêles ne supportent aucune charge supplémentaire. »

S'engager à maintenir les filets sociaux et à taxer les nantis est une chose, mais le premier ministre n'en oublie pas de promettre des jours meilleurs. Evoquant une « approche agressive et multisectorielle de la diversification économique », il fait encore appel aux métaphores physiques : « La place financière n'est pas un oreiller sur lequel nous pouvons

nous endormir. (...) Celui qui veut s'allonger a besoin de plus que d'un oreiller. Surtout s'il a des jambes longues. Et nous voulons avoir des jambes longues. »

Visiblement, le cru 2009 du discours sur l'état de la nation est riche en métaphores. Mais côté perspectives, Juncker a fait mieux par le passé. L'explication qu'il fournit lui-même est plausible : « Aucun des discours précédents n'était aussi délicat à faire que celui-ci, parce qu'on sait si peu sur ce qui vient. » On ne s'étonnera pas que les contributions des autres représentants au débat sont également peu inspirées.

Ainsi Ben Fayot en appelle à un « nouveau volontarisme » : plutôt que d'attendre le salut du dehors, « il faut tenter le maximum avec nos propres moyens et utiliser tous les registres de nos facultés ». Certes, mais en ces temps pré-électorales, on se demande qui peut incarner ce nouveau volontarisme. Jean-Claude Juncker sans doute, François Bausch peut-être, et à la rigueur le pugnace Claude Meisch. Mais Fayot, représentatif de la plupart des notables du LSAP, représente au mieux la modération et la sagesse, mais pas le dynamisme.

D'ailleurs l'orateur socialiste se positionne - sans surprise - du côté conservateur sur des points importants. En particulier il endosse le rôle du défenseur radical de la place financière luxembourgeoise. Dans une flambée nationaliste fort douteuse,

Fayot voit dans les pressions contre le secret bancaire une attaque « contre l'existence même » du grand-duché de la part de deux pays historiquement gênés par notre indépendance. Cet aveuglement envers les effets néfastes des paradis fiscaux pour leurs voisins cadre mal avec ses appels à soutenir les fonds de placement éthiques.

Le DP provocateur

Ce point fait évidemment depuis longtemps partie du programme vert. Mais François Bausch, plutôt que de vanter celui-ci, joue la carte de l'homme au-dessus des partis. Un peu à la manière de Juncker, et avec un talent rhétorique comparable, il donne son explication de la crise et met le doigt sur un des sujets sensibles : qui devra payer ? « Où trouve-t-on les épaules larges ? Ceux qui sont assujettis à l'impôt de solidarité - et nous tous dans cette salle en faisons partie - peuvent supporter une augmentation de celui-ci », a affirmé Bausch. Ce franc-parler social ancre solidement les Verts à gauche. Cependant, s'il évoque « la fin de la pensée unique », pourquoi lui et son parti continuent-ils à miser sur les mécanismes de marché et l'investissement privé ?

Bien entendu, comparé au DP, les Verts restent un parti très progressiste. En effet, Claude Meisch fait preuve d'une combativité rafraîchissante quand il se chamaille avec les vieux

renards Juncker et Bausch, mais lui et son parti adoptent des positions associant un libéralisme méritocratique à un nationalisme à peine voilé. Bien entendu, ce nationalisme est latent chez les autres : eux aussi défendent les niches économiques luxembourgeoises sans considération sur leur durabilité, songent à éviter l'exportation des prestations sociales et se désintéressent totalement de l'évolution économique et sociale en Grande Région. En ce sens, le positionnement provocateur de Meisch est aussi un peu le révélateur d'une « pensée unique » luxembourgeoise.

Mais c'est en prétendant être le parti de la classe moyenne que le DP lance le plus grand défi à ses concurrents. Même si le mythe d'un Luxembourg qui se lève tôt, échafaudé par Meisch, ne tient guère debout : ce Luxembourg-là ne vote pas pour la plupart, et la classe moyenne, pour parler avec Juncker, tient à son oreiller et son grand lit. Mais les trois partis qui s'opposent au DP en promettant de faire contribuer les épaules larges, doivent à présent se demander s'ils ne risquent pas de payer leur choix d'une image de solidarité et d'engagement social le jour des élections. Car les épaules frêles ne votent pas, et la classe moyenne pourrait être effrayée par tout ce qui trouble l'espoir d'un retour à la normalité.